

## Soissons veut redevenir un territoire attractif

*Depuis la crise industrielle des années 1970, la situation du marché du travail à Soissons est devenue difficile, pénalisant sa dynamique démographique. Le rythme soutenu des créations d'emplois tertiaires n'a pas suffi à maintenir le niveau d'emploi, d'autant plus que Soissons n'a pas bénéficié d'opportunités suffisantes dans les territoires environnants lui permettant d'accroître l'offre d'emploi et contenir la montée du chômage.*

*Le vaste programme d'aménagement de parcs d'activités entrepris au niveau de l'agglomération vise à encourager le développement de nouvelles activités. Associés à une politique du logement, du transport et d'une mise en valeur du patrimoine culturel et architectural, ces aménagements pourraient renforcer l'attractivité de la ville et de sa périphérie et favoriser son intégration dans le Bassin parisien.*

Line LEROUX, *Insee Picardie*

Avec la collaboration

d'Anne-Laure MASSON et Jérôme LENTIEUL, *DRE*

de Véronique GUIBERTEAU et Julien MARACHE

*Insee Picardie*

Capitale du Soissonnais, vieille région dotée d'une identité historique affirmée, Soissons et sa couronne périurbaine, composée de 60 communes réparties sur 405 km<sup>2</sup> regroupaient 64 042 habitants et 23 600 emplois au dernier recensement général de la population de 1999, soit environ 12 % des habitants et 13 % de l'activité économique du département de l'Aisne. L'agglomération de Soissons comptant 45 274 habitants est la 6<sup>e</sup> de Picardie, derrière Amiens, Creil, Compiègne, Saint-Quentin et Beauvais.

### ► Un contexte économique tendu

Avec une économie locale fondée sur des secteurs soumis à la concurrence européenne, Soissons est depuis le début des années 1970 tourmentée par la crise des industries traditionnelles qui affaiblit l'économie des territoires du nord de la France, d'autant plus que cette agglomération a peu profité des effets de délocalisations industrielles franciliennes comme, entre autres, le sud de l'Oise. Par conséquent, entre les recensements de 1975 et 1999, l'aire urbaine de Soissons a perdu près de la moitié de ses emplois industriels, représentant environ 5 000 postes de travail. Depuis 1999, les fermetures d'entreprises se sont poursuivies : parmi les plus importantes, Wolber, AR Carton, BSL Industrie et sa filiale Berthier.

En dépit de la tertiarisation continue de son économie, Soissons a perdu des emplois au cours des deux dernières périodes intercensitaires : -3,9 % entre 1982 et 1990 et -3,3 % entre 1990 et 1999. Cependant, depuis les années 1970, l'aire urbaine de Soissons, toujours en croissance économique entre 1975 et 1982 avait perdu néanmoins peu d'emplois comparativement à la moyenne du département, soit -1,2 % contre -7,3 %. À titre de comparaison, l'aire urbaine de Saint-Quentin très industrialisée elle aussi, en a perdu 12 % durant cette période.

### ► Un marché du travail en difficulté

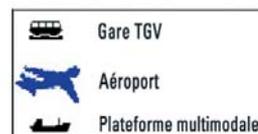
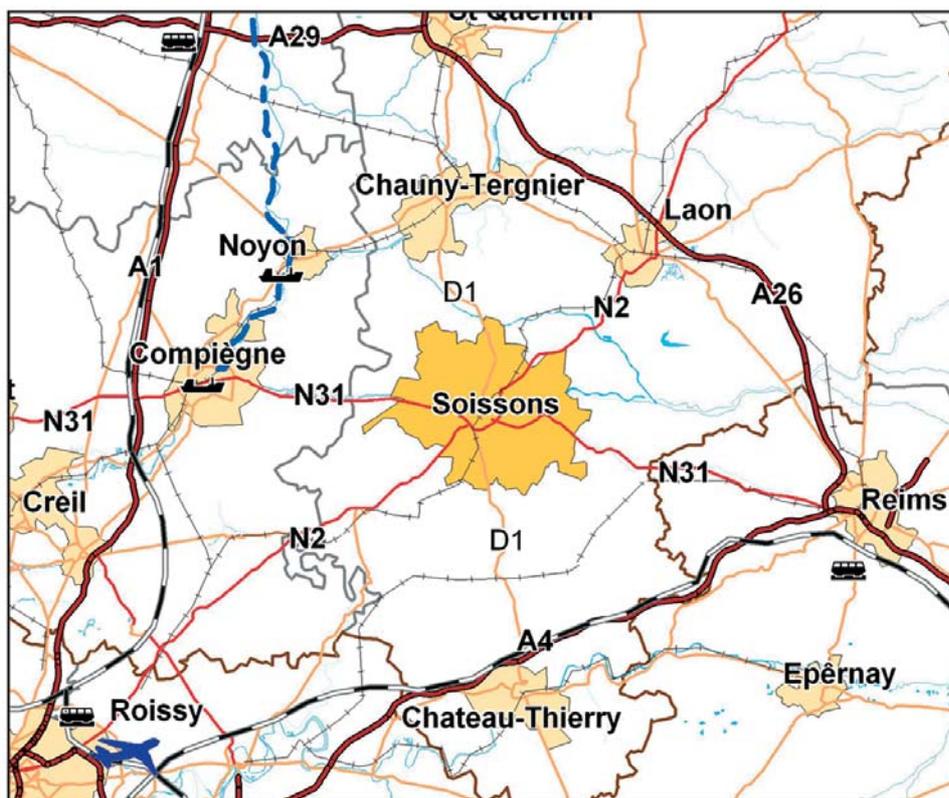
Des difficultés sur le marché du travail ont été très vite ressenties sur le territoire. Déjà perceptibles dans

## Les infrastructures autour de l'aire urbaine de Soissons

Soissons peut bénéficier de l'ouverture au réseau autoroutier de l'Europe du Nord et de l'Est de la France, grâce à la mise à 2 fois deux voies entre Soissons et Laon qui la relie à l'A26. La même opération vers Paris favoriserait son ouverture sur le pôle d'emploi et l'aéroport de Roissy et la région parisienne.

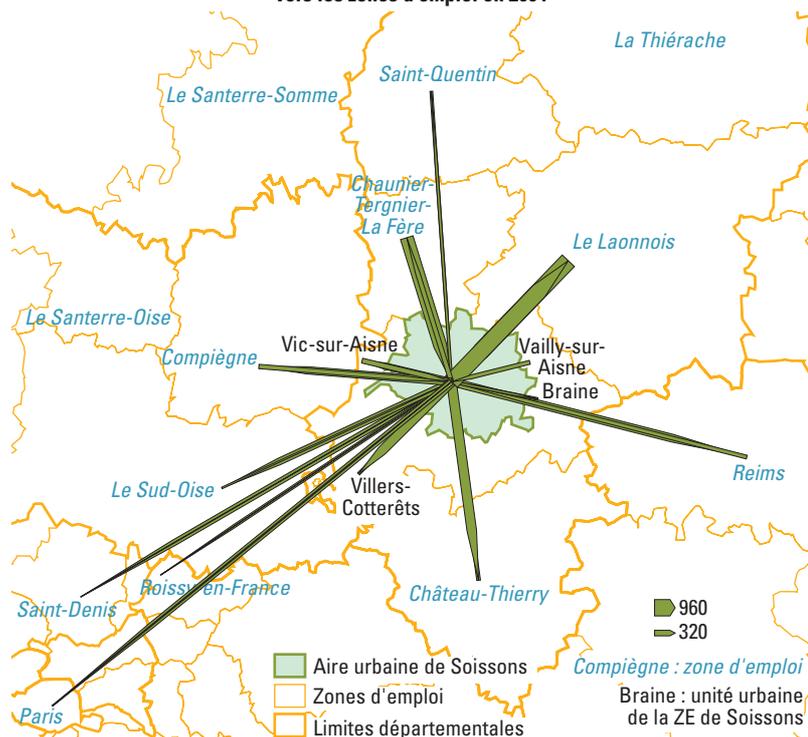
L'aménagement du barreau transversal de la RN31 pourrait lui ouvrir l'accès aux débouchés du canal Seine-Nord à l'Ouest et à l'Est vers la métropole rémoise.

Son unique ligne de chemin de fer (Laon-Paris) est peu performante et il n'existe aucune liaison ferroviaire transversale. Cependant, elle est située à 1 heure de deux gares TGV (Roissy et Reims-Bézannes).



DRE PICARDIE  
SPAT  
© IGN BD CARTO 2005  
Source : DRE

## Principaux flux de déplacements domicile-travail de l'aire urbaine de Soissons vers les zones d'emploi en 2004



© IGN-Insee 2007

Source : Insee, DADS, FGE 2004

les années 1980, elles se sont nettement renforcées au cours des années 1990 par une spectaculaire montée du chômage. Entre 1982 et 1999, les chômeurs ont augmenté de près d'un tiers<sup>1</sup>, soit 1 000 chômeurs de plus alors que la population active<sup>2</sup> ayant un emploi baissait de 4,1 % passant à 23 800 actifs occupés.

Depuis le début des années 1980, la population active ne s'est pas développée, stagnant aux alentours de 28 000 actifs. L'augmentation des ressources humaines liée au renouvellement des générations d'actifs<sup>3</sup> et de la légère progression du taux d'activité a été annulée par les migrations, les actifs étant plus nombreux à quitter la région qu'à venir y résider.

► **Peu d'opportunités dans les territoires voisins pour contenir la montée du chômage**

Pouvoir trouver un travail dans une zone voisine est aussi un facteur important de fixation et de développement de la population active sur le territoire. Or,

<sup>1</sup>Source : recensements de la population.

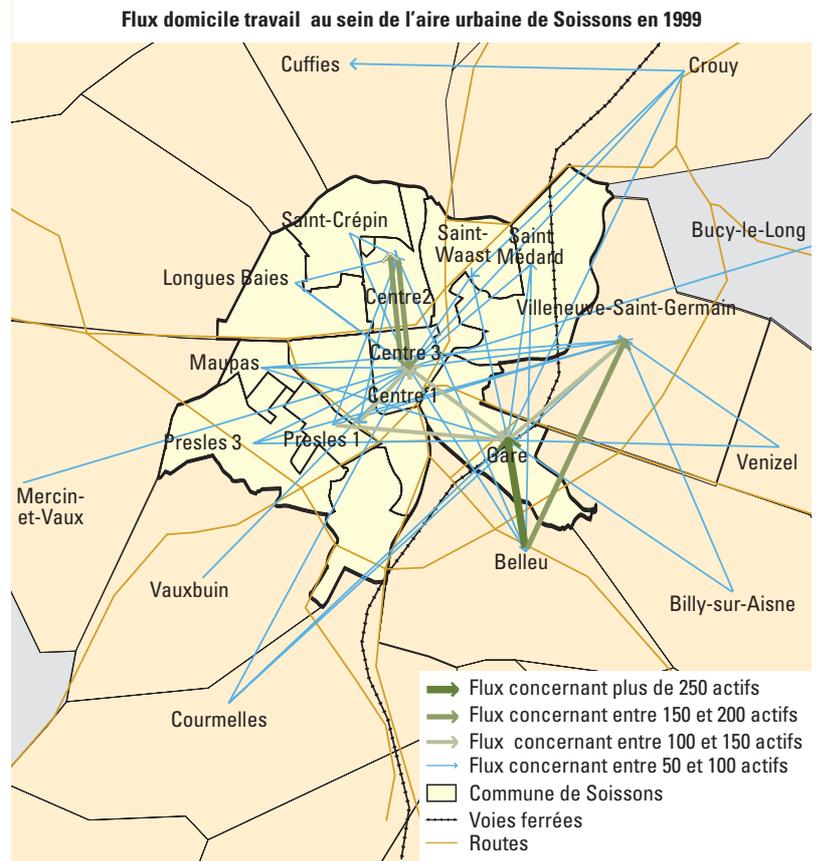
<sup>2</sup>La population active comprend la population ayant un emploi, les chômeurs et les militaires du contingent.

<sup>3</sup>Apport des classes d'âge entrant sur le marché du travail et retrait des classes d'âges partant à la retraite.

dans les années 1980 et 1990, Soissons n'a pas non plus bénéficié d'opportunités suffisantes lui permettant de développer l'offre de travail et ainsi contenir la montée du chômage.

En 1999, seulement un actif occupé sur cinq travaillait à l'extérieur du territoire et un emploi sur cinq était occupé par des personnes n'habitant pas l'aire urbaine. Parmi eux, une partie restait dans le même espace de travail puisqu'un tiers des échanges avait lieu avec le reste de la zone d'emploi de Soissons, principalement avec Vic-sur-Aisne, Vailly-sur-Aisne, Villers-Cotterêts et Braine. Sans un accès autoroutier direct, Soissons tirait en 1999 encore peu d'avantages de sa proximité avec Paris. Moins d'un quart des actifs résidant dans l'aire urbaine de Soissons et travaillant en dehors, soit environ 1 000 actifs, se dirigeaient vers le pôle économique de Paris situé à peine à 100 kilomètres. À titre de comparaison, c'était près d'un tiers des actifs sortants de l'aire urbaine de Sens<sup>4</sup>, située à près de 130 kilomètres au sud-est de Paris, soit environ 1 700 actifs. Alors qu'entre 1990 et 1999, l'aire urbaine de Sens gagnait des habitants de ses échanges migratoires avec l'Île-de-France, Soissons en perdait, favorisant peu sa dynamique démographique.

Malgré une baisse continue depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2006, la zone d'emploi du Soissonnais enregistrait toujours au 1<sup>er</sup> trimestre 2007 un niveau de chômage<sup>5</sup> beaucoup plus élevé qu'en moyenne



Source : Insee - RP 1999 (exploitation complémentaire)

<sup>4</sup>Aire urbaine de Sens : 40 communes, 56 660 habitants et environ 22 000 emplois en 1999.

<sup>5</sup>Chômage au sens du Bureau International du Travail corrigé des variations saisonnières.

En dehors de Soissons, le territoire présente un visage très rural, composé d'un vaste plateau dédié aux grandes cultures (céréalières, betteravières) et coupé en deux par la vallée de l'Aisne où prospère la populiculture.

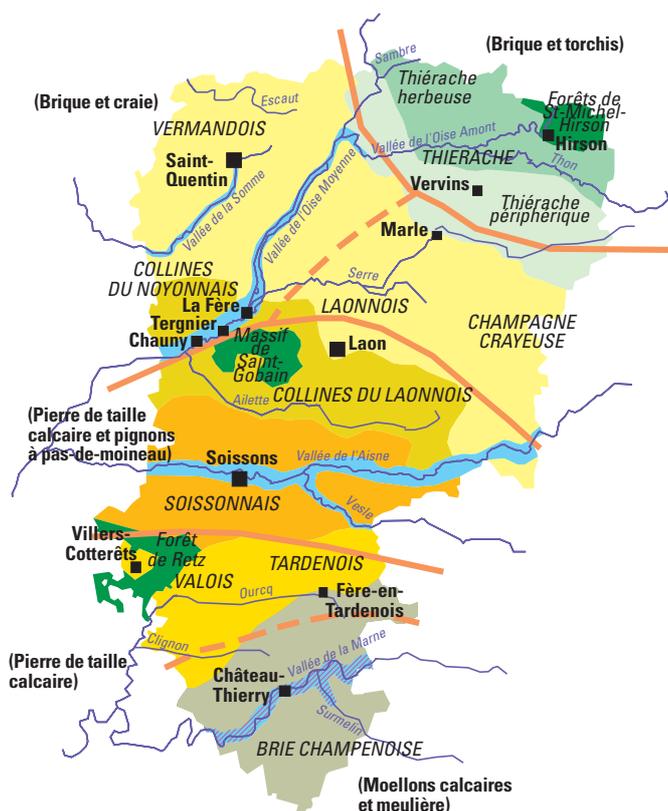
Les côtes boisés qui bordent celle-ci constituent un trait marquant du paysage soissonnais et protègent les villages situés en fond de vallée du ruissellement et des coulées de boue issus des différents plateaux.

Outre ces risques, les inondations qui concernent le fond de la vallée de l'Aisne, et les mouvements de terrain (risque pour les communes présentant des cavités souterraines) sont importants à prendre en compte lors de toute réflexion d'aménagement.

On recense sur le territoire 3 sites classés (à Billy-sur-Aisne, Missy-sur-Aisne et Crouy) et 2 sites inscrits (à Soissons et Septmonts) mais aussi « la vallée et zone humide de l'Aisne » classée comme site naturel remarquable.

La ressource en eau est particulièrement fragile : une forte sollicitation ajoutée aux problèmes de gestion de carrières rendent les nappes phréatiques très vulnérables. Sa préservation est un enjeu pour le territoire.

### Paysages de l'Aisne



### Grandes unités paysagères

- Les grandes forêts domaniales
- Bocage avec habitat dispersé (économie laitière).
- Bocage en vallée, plateau découvert avec agriculture céréalière. Habitat regroupé.
- Horizon découvert. Grande culture. Habitat groupé.
- Lanières de plateaux avec agriculture mixte. Habitat dans les vallées ou sur les versants.
- Grands couloirs de vallée (axes de circulation et/ou d'urbanisation).
- Plateau découvert avec grandes cultures. Habitat et polyculture en vallée.
- Horizon ondulé avec grande culture. Buttes sableuses boisées. Habitat groupé.
- Plateau verdoyant boisé d'agriculture mixte (céréales, élevage). Habitat dispersé.
- Vignoble de la Vallée de la Marne.
- Limite des secteurs architecturaux
- - - Zone de transition
- Rivière

Source : Comité d'expansion de l'Aisne © Comité d'expansion de l'Aisne 2003

### Les communautés de communes de l'aire urbaine de Soissons



### Organisation territoriale

À cheval sur les arrondissements de Soissons pour 59 communes et de Laon pour une seule, l'aire urbaine de Soissons est organisée autour de la communauté d'agglomération du Soissonnais et déborde sur quatre communautés de communes aux compétences diverses (action de développement économique, création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités, collecte des déchets des ménages et déchets assimilés).

Les acteurs du territoire recherchent, notamment à travers un projet de schéma de cohérence territoriale (SCOT) à fédérer leurs interventions.

régionale atteignant 11,2 % de la population active contre 9,4 % en Picardie.

En 2006, le chômage de longue durée<sup>6</sup> touchait encore 42 % des demandeurs d'emploi de l'aire urbaine de Soissons, soit 3,5 points de plus qu'en moyenne dans l'Aisne et 9 points de plus que la moyenne picarde.

### Le processus de concentration des activités en agglomération s'est poursuivi

En 1999, 86 % de l'activité économique se concentrait sur l'agglomération de Soissons contre 83 % en 1990. Liée en partie au desserrement de l'habitat de Soissons, la population active résidente a baissé de 5,3 % en ville et augmenté de 15,4 % en périphérie entre 1982 et 1999. Ainsi, les navettes domicile-travail de la couronne périurbaine vers la ville se sont renforcées : de l'ordre de 4 200 en 1990, les déplacements ont augmenté de 10 % entre 1990 et 1999, représentant un peu plus de 400 flux supplémentaires.

À Soissons, le quartier de la gare qui concentre l'essentiel des activités de service, avec la présence notamment de l'hôpital, le plus gros employeur de la ville, et d'échanges par l'accès aux transports ferroviaire et urbain, reçoit les flux les plus importants, qu'ils soient internes au territoire ou issus des échanges avec l'extérieur. Ensuite, viennent les quartiers centre 1, 2 et 3 où sont localisés plusieurs services administratifs, la mairie, la Caisse d'Allocations Familiales, plusieurs établissements scolaires etc. Pour faciliter l'accès aux transports en commun, la ville de Soissons envisage d'aménager le quartier de la gare, renforçant à terme les potentialités d'ouverture de la ville vers la région parisienne, rémoise et l'aéroport Charles-de-Gaulle.

En ville, les emplois créés dans le tertiaire n'ont pas compensé les très lourdes pertes industrielles et de la construction. Entre 1982 et 1999, l'emploi a reculé de 6,2 %, représentant environ 1 300 suppressions de postes de travail. Les créations d'emplois accentuées par une logique de rattrapage, ont surtout

<sup>6</sup>Au-delà d'un an selon la source ANPE.

### Les 10 plus grands établissements employeurs du canton au 1<sup>er</sup> janvier 2006

Établissement	Commune d'implantation	Activité principale	Tranche d'effectifs
CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE SOISSONS	Soissons	Santé, action sociale	1000 à 1499
CORA	Soissons	Commerce de détail, réparations	250 à 499
SAINT GOBAIN EMBALLAGE	Cuffies	Industries des produits minéraux	250 à 499
BAXI S.A.	Villeneuve-Saint-Germain	Industries des équipements mécaniques	250 à 499
UNITED SAVAM	Villeneuve-Saint-Germain	Transports	250 à 499
ASS MEDICO SOCIALE ANNE MORGAN	Soissons	Santé, action sociale	250 à 499
COMMUNE DE SOISSONS	Soissons	Administration publique	250 à 499
LA ROCHETTE VENIZEL	Venizel	Industries du bois et du papier	200 à 249
CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE SOISSONS	Soissons	Santé, action sociale	200 à 249
BSL TUBES ET RACCORDS	Billy-Sur-Aisne	Métallurgie et transformation des métaux	150 à 199

Source : Insee, Clap

concerné l'éducation, la santé et l'action sociale, l'administration, les transports, le commerce, les services aux entreprises et aux particuliers et dans une moindre mesure les activités financières.

En périphérie où les deux tiers des emplois agricoles et près d'un tiers de ceux de l'industrie ont disparu, l'emploi a reculé plus fortement de 12,6 % durant la même période, représentant environ 460 suppressions nettes.

À la campagne, les créations d'emplois tertiaires ont été relativement faibles et concernent pour l'essentiel des activités de commerce et de services destinées à satisfaire les principaux besoins des habitants. Assez typique des campagnes autour des villes, la présence des commerces et services reste cependant limitée : en 2006, le niveau d'équipement y était inférieur à celui attendu compte-tenu du nombre d'habitants, même pour les plus courants. Néanmoins, de par la présence de Soissons et des villes environnantes, d'une offre de transport à la demande depuis 2002 sur 17 communes périphériques, l'absence d'un équipement sur place suscite rarement un déplacement de plus d'un quart d'heure.

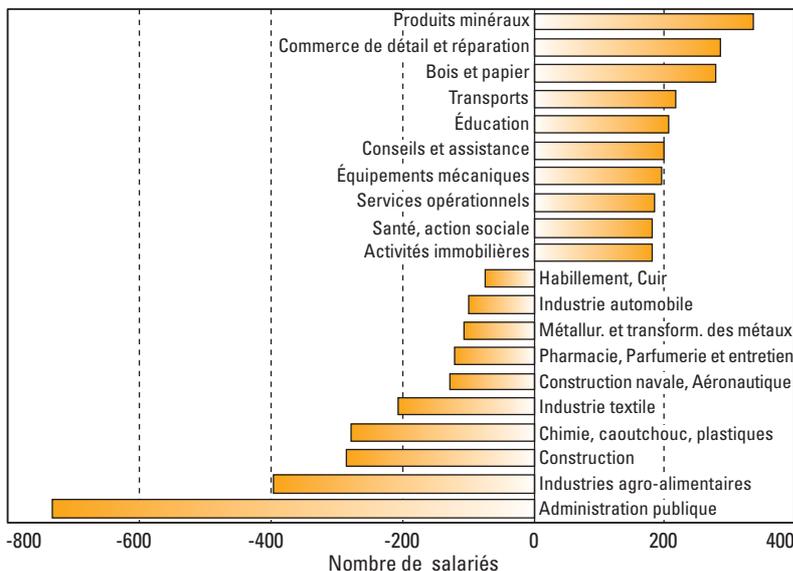
**► Soissons encourage le développement de nouvelles activités tertiaires**

En 1999, le tertiaire représentait 69,1 % de l'activité économique contre seulement 44,8 % en 1975. Si la santé et l'action sociale, l'éducation et les commerces de détail étaient encore les secteurs tertiaires les plus représentés, Soissons a entrepris d'élargir ses domaines d'activités. Consacrées à l'accueil de nouvelles entreprises, plusieurs zones d'activités se mettent en place dont l'Espace Gouraud, la zone du Plateau, le parc des Étommelles ou encore le parc de Sermoise. Associés à une politique du logement, du transport, accompagnés d'une mise en valeur du patrimoine culturel et architectural, ces aménagements visent à renforcer l'attractivité de la ville et de sa périphérie.

Des premiers résultats ont été obtenus, notamment par l'implantation en 2006 du centre d'appels Transcom au parc Gouraud ayant créé aux alentours de 300 emplois. Au terme de son développement ce site, qui dispose déjà d'un hôtel d'entreprise, « l'hôtel des Ambassadeurs » ainsi que d'une pépinière généraliste devrait accueillir une technopôle avec un cœur de compétences sur les logiciels libres, un pôle universitaire et des laboratoires de recherche. L'aménagement du Parc d'activités du Soissonnais à Ploisy et Courmelles, situé en bordure de la RN2, prochainement aménagée en deux fois deux voies, pourrait faciliter une meilleure insertion du territoire dans le Bassin parisien.

À Villeneuve-Saint-Germain, la ZAC des Étommelles, un pôle logistique vient renforcer les activités du transport qui regroupait 6,5 % des salariés du territoire en 2005, avec pour principal employeur l'entreprise United Savam comptant plus de 350 salariés.

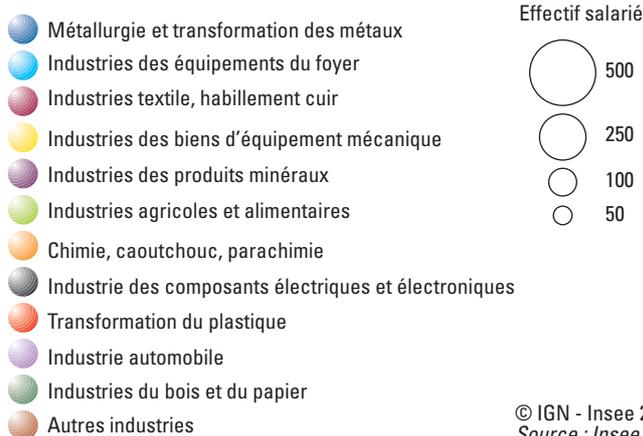
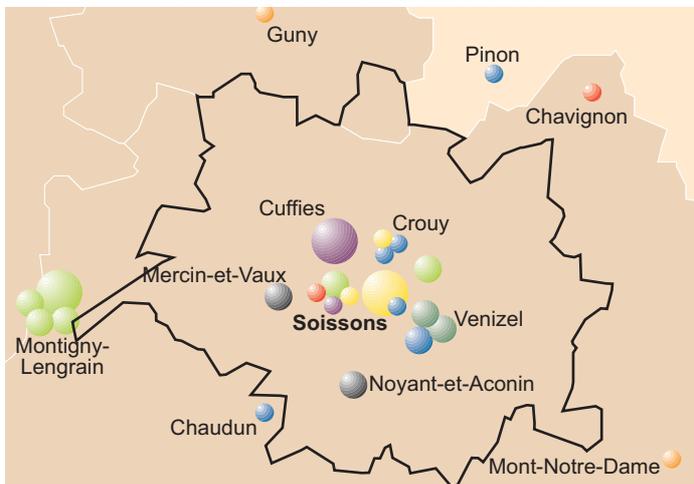
**Produits minéraux, bois et papier sont des activités spécifiques à l'aire urbaine de Soissons**  
Spécificités économiques de l'aire urbaine par rapport au département au 1<sup>er</sup> janvier 2005



Note de lecture : il s'agit de la sousreprésentation ou de la surreprésentation en nombre de salariés de chaque secteur par rapport à l'effectif théorique obtenu avec une structure d'activités identique à celle du département - activités hors agriculture.

Source : Insee, Clap 2004

Une industrie diversifiée  
**Carte industrielle de l'aire urbaine de Soissons**



© IGN - Insee 2007  
Source : Insee, Clap

► **Un tissu industriel moins développé néanmoins diversifié**

En 1999, les emplois industriels ne représentaient plus que 23,6 % de l'activité économique de l'aire urbaine de Soissons contre 43 % en 1975. En 2005, seulement moins d'un salarié sur cinq travaillait encore dans l'industrie dont un sur cinq dans le secteur des équipements mécaniques. À Villeneuve-Saint-Germain, l'établissement Baxi international spécialisé dans la fabrication de radiateurs et de chaudières est le 2<sup>e</sup> employeur industriel du territoire avec plus de 350 salariés.

La métallurgie figure parmi les secteurs les plus sinistrés, en témoigne les cessations d'activités de Pecquet Tesson, de BSL industrie ou encore de sa filiale Berthier. Avec 15,5 % des salariés de l'industrie, la métallurgie demeure une activité prédominante et fait l'objet de coopération interentreprises entre BEI,

Duperier et Axinox, avec pour objectif, la mise en place d'un Système Productif Local (SPL).

Malgré la baisse des effectifs, l'industrie des produits minéraux apparaît dans le département spécifique à la zone. À Cuffies, Saint-Gobain Emballage, spécialisé dans la fabrication du verre creux est le premier établissement industriel de l'aire urbaine de Soissons avec aux alentours de 400 salariés.

Autre spécificité de Soissons dans l'Aisne : l'industrie du bois et du papier. Parmi les établissements présents, celui de la papeterie La Rochette Vénizel, détenue par le groupe espagnol SAICA, spécialisé dans la production de carton ondulé est le plus connu. Ce secteur a connu aussi des difficultés : la cartonnerie Aakerlund-Rausing de 200 salariés, d'abord reprise par Saint-Germain Emballage puis par Fellman Cartonnages en 2006 comptait moins de 30 salariés à la reprise.

► **L'agriculture, une activité qui maintient son emprise sur le territoire**

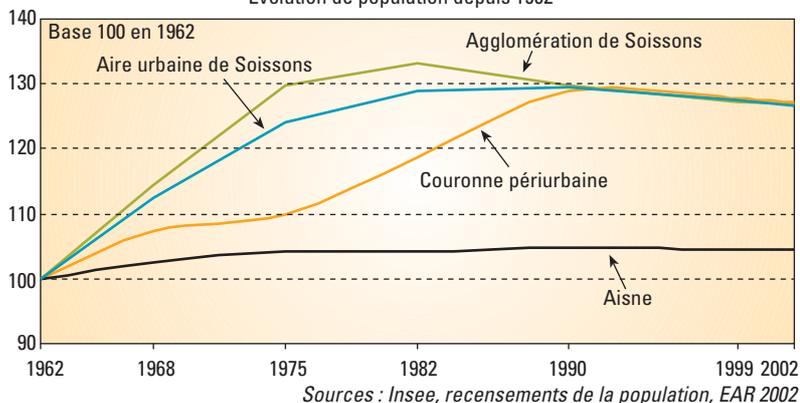
En dépit d'une chute de plus de 60 % des emplois entre 1975 et 1999, l'agriculture a maintenu autour de Soissons une certaine emprise sur ce territoire au caractère très rural, composé d'un vaste plateau agricole, de paysages des grandes cultures typiques de la région et d'un habitat peu dense, moins de 60 habitants au km<sup>2</sup>. En 1999, l'agriculture couvrait encore 13,1 % de l'activité économique de la couronne périurbaine soit environ 400 emplois.

Sur l'aire urbaine de Soissons, les restructurations agricoles ont engendré une baisse de 20 % des exploitations agricoles en 10 ans<sup>7</sup> avec une augmentation de près d'un quart de la surface agricole utile par exploitation. En 2000, les 220 exploitations agricoles comptabilisées couvraient au total 23 905 hectares. Moins nombreuses, ces exploitations qui se consacrent pour l'essentiel aux grandes cultures sont relativement grandes et rentables. Près d'un tiers d'entre elles disposent d'au moins 150 hectares contre moins d'un quart en 1988.

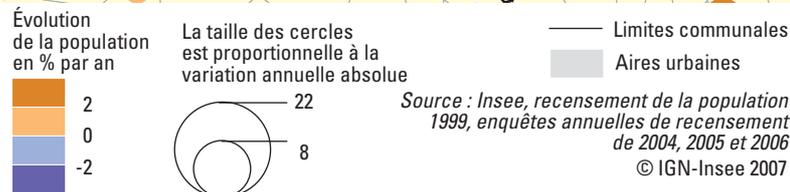
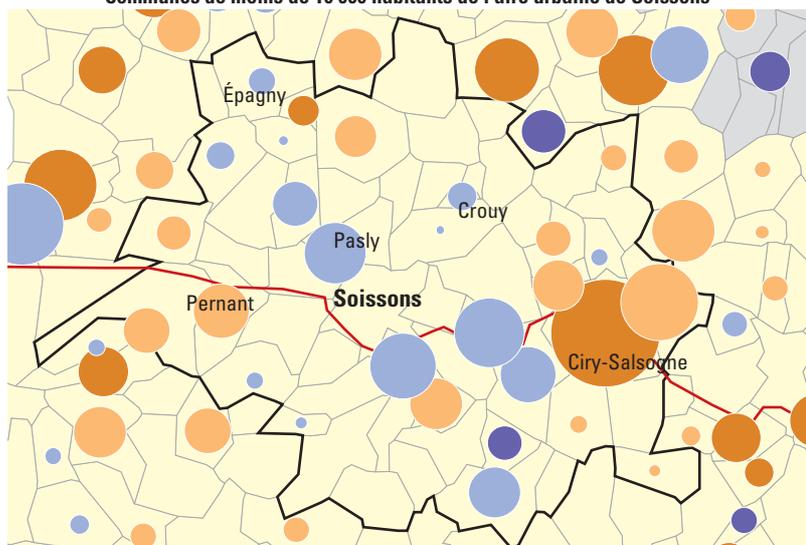
► **À la campagne comme en ville, la population diminue**

En croissance démographique jusque dans les années 1970, l'aire urbaine de Soissons connaît depuis le recul des activités industrielles, des évolutions de population moins dynamiques : entre 1962 et 1975, le nombre d'habitants a augmenté de 23 % puis de moins de 5 % entre 1975 et 1990. Selon les résultats du dernier recensement général de la population de 1999, la population a diminué de -1,6 % par rapport à 1990, le déficit migratoire étant devenu supérieur à l'excédent des naissances sur les décès. Par ailleurs, cette baisse de population sur l'aire urbaine de Soissons semble être confirmée par les premières enquêtes de recensement réalisées en 2004, 2005 et 2006.

**Augmentation de la population de l'agglomération jusqu'en 1982**  
Évolution de population depuis 1962



**Évolution annuelle moyenne récente - Communes de moins de 10 000 habitants de l'aire urbaine de Soissons**



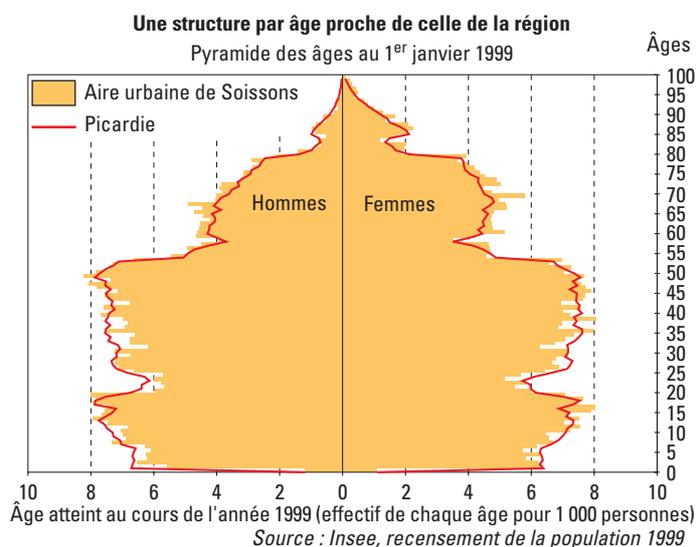
<sup>7</sup>Entre les deux derniers recensements agricoles de 1988 et 1998.

Jusqu'au début des années 1970, l'augmentation de la population a plutôt profité à l'agglomération de Soissons qu'à sa couronne périurbaine en partie grâce à l'arrivée d'ouvriers attirés par les offres d'emplois dans l'industrie. Entre 1975 et 1990, la tendance s'est inversée en relation avec un marché du travail en crise et sous l'effet du desserrement de l'habitat de Soissons vers les campagnes environnantes. Depuis 1990, la baisse démographique touche à la fois l'agglomération et la couronne périurbaine à l'exception d'une partie des communes situées aux abords de la RN31 vers Compiègne et vers Reims.

En lien avec ces évolutions démographiques, la population vieillit un peu plus vite que dans la plupart des villes de la région. La structure par âge de la population de l'aire urbaine de Soissons est assez proche de celle de l'aire urbaine de Saint-Quentin dont la population baisse aussi en ville et aux alentours, compte-tenu de ses difficultés économiques.

Les conditions de vie des habitants de l'aire urbaine de Soissons se rapprochent de celles observées en moyenne dans les aires urbaines de la Picardie : en 2004, le revenu annuel moyen par foyer fiscal s'élevait autour de 15 000 euros, environ 13 % de la population des ménages vivait avec un bas revenu<sup>8</sup> et entre 8 et 9 % étaient des familles monoparentales. De la même façon les niveaux de formation sont équivalents à ceux observés en moyenne dans les villes de la région, donc nettement inférieurs à la moyenne française. La part des ménages ouvriers plus élevée

<sup>8</sup>Le seuil de bas revenus correspond ici à la moitié du revenu médian.



**Des niveaux de diplômes très proches de la moyenne régionale, supérieurs au département**

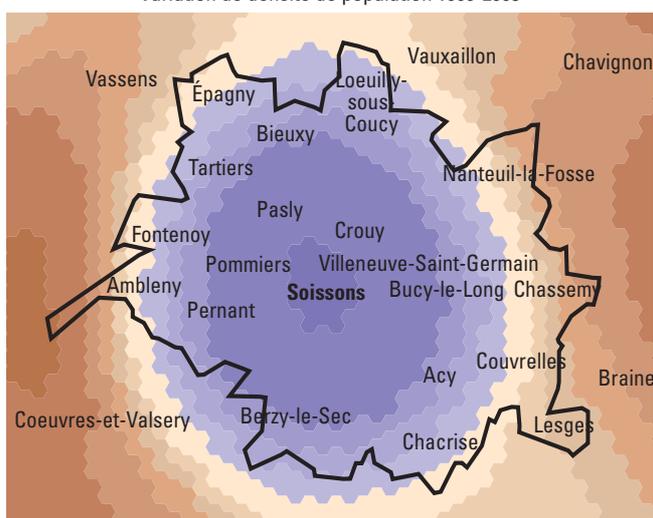
Niveau de diplômes de la population de l'aire urbaine de Soissons  
Comparaison Aisne et Picardie

	Hommes	Femmes	Ensemble	Part en %	
				Aisne	Picardie
Population non scolarisée (nombre)	22 137	23 850	45 987		
Aucun diplôme	24,2	26,6	25,4	26,1	25,1
CEP	15,2	21,5	18,5	20,5	18,7
BEPC	5,9	8,5	7,2	7,9	8,0
CAP ou du BEP	31,7	20,5	25,9	24,8	24,8
Bac ou du Brevet professionnel	10,5	10,4	10,4	9,8	10,5
Diplôme de niveau Bac + 2	6,1	8,1	7,1	6,4	7,1
Diplôme de niveau supérieur	6,6	4,4	5,5	4,4	5,8

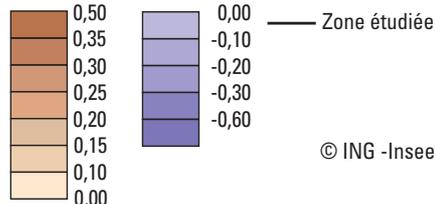
Source : Insee, recensement de la population 1999, exploitation complémentaire

**Une périurbanisation qui s'étend**

Variation de densité de population 1999-2005



Variation de densité de population 1999-2005 en habitants au km<sup>2</sup> par an



Sources : Insee, recensement de la population 1999, enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005

Cette carte est construite à partir des résultats des enquêtes de recensement de 2004 à 2006 et d'estimations pour les communes non encore enquêtées.

**Développement des propriétaires dans le périurbain**

Statut d'occupation des résidences principales en 1999 et 2005

	Agglomération			Périurbain		
	1999	2005	Évolution en %	1999	2005	Évolution en %
Individuel propriétaire en nombre	6 956	7 268	4	5 241	5 689	9
en %	38	37		79	81	
Individuel locataire en nombre	1 732	1 867	8	756	790	4
en %	9	10		11	11	
Collectif en nombre	9 160	9 811	7	276	283	3
dont HLM	7 035	7 185	2	202	235	16
Collectif en %	50	51		4	4	
Autres en nombre	596	451	-24	399	290	-27
Autres en %	3	2		6	4	
<b>Total</b>	<b>18 444</b>	<b>19 397</b>	<b>5</b>	<b>6 672</b>	<b>7 052</b>	<b>6</b>

Source : DGI FILICOM 1999 et 2005

